

une même volonté dans les générations montantes.

J'ai l'intime conviction qu'à l'heure actuelle, au Canada, le principe de la défense collective bénéficie d'un soutien franc et massif, suffisant pour nous permettre de majorer le budget canadien de la défense de 12.5 p. cent l'année dernière et de 11.5 p. cent cette année. Mais je suis tout aussi convaincu que cet appui est le fruit du grand débat public engagé par mon gouvernement voilà plusieurs années. C'est un appui qui demeurera, malgré les aspirations à la détente et les répercussions de l'inflation. Il persiste parce que les Canadiens comprennent la nécessité de l'OTAN et croient tout autant en ses objectifs constructifs qu'en ses principes défensifs. Mais, il faut le souligner, le jour où nous ne pourrons pas, mes collègues et moi-même, expliquer de façon convaincante à nos concitoyens la raison d'être et la stratégie de l'Organisation, l'appui dont elle bénéficie se mettra à diminuer.

Monsieur le Président, si je suis ici aujourd'hui, c'est pour trois raisons:

En premier lieu, pour réaffirmer en termes tout à fait clairs que le Canada souscrit pleinement au principe de la sécurité collective, que son appui est acquis à l'OTAN et qu'il s'engage à entretenir, dans le cadre de l'Alliance, une force d'intervention correspondant, du point de vue numérique et sur le plan de l'efficacité, à ce que nos alliés estiment suffisant. Car tant et aussi longtemps que les États du pacte de Varsovie continueront d'accroître leurs effectifs et d'améliorer leur degré de préparation, nous devons nous tenir prêts à la riposte.

Ensuite, pour instamment prier tous ceux qui sont réunis autour de cette table d'accepter comme une dimension essentielle de nos consultations la remise en question permanente de la stratégie et de la tactique de l'Alliance; ceci parce que, à moins que nous, chefs de gouvernement, soyons persuadés de leur valeur, nous ne pourrons jamais en convaincre ni nos partisans ni nos parlements. C'est pourquoi je demande que l'on multiplie les occasions qu'ont les chefs de gouvernement de l'OTAN de se réunir pour s'entretenir des questions politiques les plus importantes et d'y apporter les solutions voulues. J'insiste parce que la puissance et l'autorité de l'Alliance dépendent autant de ses orientations politiques que de ses options stratégiques. Et en notre qualité de dirigeants politiques, il nous incombe de porter un jugement sur la sagesse de ces options. Or, comment y parviendrons-nous mieux qu'en nous réunissant plus souvent?

Enfin, je suis ici pour recommander de la manière la plus pressante